

# LA CAPITALISATION DES RETRAITES

INTERVIEW DE JOSE PIÑERA par Pierre Bessard <sup>1</sup>

## **José Piñera, pourquoi privilégier la capitalisation?**

La raison la plus importante réside dans la possibilité de chaque employé de devenir un capitaliste avec son propre argent. Dans un système basé sur la redistribution, le travailleur paie des impôts très élevés sur son salaire, mais ne possède pas l'argent de sa retraite. Dans un système de capitalisation, en revanche, l'argent est déposé sur un compte de retraite privé, qui appartient à son propriétaire.

## **Que se passe-t-il ensuite?**

Les fonds croissent pendant toute la vie active de son détenteur, sur 40 ou 45 ans, avec la force extraordinaire des intérêts composés. Ainsi, même le travailleur qui gagne le moins commence à accumuler des capitaux financiers réels et devient propriétaire de capital. Cela lui procure davantage de dignité, de liberté et davantage de participation dans la prospérité de l'économie de toute la société.

## **Quels en sont les avantages?**

Cette réforme résout la crise des pensions, avec l'avantage additionnel de transformer chaque travailleur en propriétaire: un progrès considérable par rapport au système bismarckien, où les travailleurs dépendent de décisions politiques parfois tout à fait arbitraires quant aux conditions de leur retraite.

## **Outre le Chili, y a-t-il d'autres pays qui ont concrétisé ce système?**

Oui, environ quinze pays ont suivi, totalement ou en partie, le modèle chilien. L'exemple le plus emblématique en Europe est la Suède, qui permet maintenant d'attribuer 2,5% des salaires dans des comptes de retraite privés. Bien sûr, ce pays conserve un immense système de redistribution avec des prélèvements salariaux de 17%, mais il a initié un petit système de capitalisation, qui pourra être étendu à l'avenir.

## **Qu'en est-il de l'Europe de l'Est?**

La Pologne, la Hongrie et même le Kazakhstan, une ancienne république soviétique, ont suivi le modèle chilien. Et il y a juste un mois, j'ai eu un meeting de quatre heures avec le président russe Vladimir Poutine, qui est intéressé à réaliser ce système dans son pays. Même l'ancienne Union soviétique cherche à tourner le dos au système collectiviste de redistribution! En Amérique du Sud, la conversion la plus grande s'est produite au Mexique il y a cinq ans, avec un grand succès. Trente deux millions de travailleurs mexicains possèdent aujourd'hui un compte de retraite privé qui accumule de la richesse pour l'avenir.

## **Vous avez déjà gagné beaucoup de soutien aux Etats-Unis. Quels sont vos espoirs en Europe?**

---

<sup>1</sup> Paru dans l'AGEFI le 12 Juillet 2004

L'évolution démographique frappe l'Europe plus que n'importe quelle autre région, puisqu'elle fait face à une diminution de la population. Ce n'est qu'une question de temps jusqu'à ce que les politiciens comprennent qu'il n'y a pas de solution à l'intérieur du système actuel et qu'il faut passer à un système de capitalisation. La plupart des pays d'Europe continentale font face à des crises majeures.

### **Les réformes du système actuel ne suffisent-elles pas?**

Non, les changements de paramètres ne suffisent plus, car les structures ne correspondent plus à la démographie. Et sans mettre en danger l'euro, il ne sera plus possible, comme dans le passé, de recourir à l'inflation et imprimer de l'argent pour réduire les promesses de rentes. En partageant mon expérience, j'espère initier le débat, car l'heure viendra où la capitalisation s'avérera le choix évident sur ce continent également. Il s'agira encore de trouver la volonté politique pour expliquer aux gens la crise démographique qui se dessine à l'horizon et comment la résoudre avec une solution de bon sens.

### **L'Etat joue-t-il encore un rôle dans un système de capitalisation?**

L'Etat a un rôle dans deux domaines, qui faut énoncer dès le début. Le premier est un filet de sécurité basique pour les personnes les plus malchanceuses, qui serait financé par les revenus normaux des impôts. Nous espérons bien sûr qu'avec le taux de rendement d'environ 9% au-dessus de l'inflation qui prévaut depuis 28 ans au Chili, très peu de gens auront besoin de ce filet de sécurité. Deuxièmement, l'Etat doit assurer la transparence et l'honnêteté du système, ainsi qu'encourager la précaution dans la gestion des portefeuilles.

### **Quelle est l'expérience du Chili à cet égard?**

Nous avons un comité de surveillance très efficace: en 28 ans, pas un seul peso n'a été perdu par les travailleurs. Après nous, trois gouvernements d'inclinaison de centre-gauche ne se sont donc pas seulement abstenus d'affaiblir le système, mais l'ont au contraire consolidé. C'est un succès énorme. Il ne s'agit pas d'un système de droite ou de gauche, mais d'une bonne combinaison de ce que doit être le rôle subsidiaire de l'Etat dans une société moderne fondée sur le marché libre et la propriété privée.

### **Comment réaliser la transition, cependant?**

Dans chaque pays, la transition doit être gérée de manière différente, selon la situation politique et économique locale. Au Chili, cependant, nous avons suivi trois règles très importantes: la première consiste à communiquer clairement que les rentes actuelles de toutes les personnes âgées ne seront touchées d'aucune manière. La deuxième règle, cruciale d'un point de vue politique, est le libre choix: le système doit se réaliser sur une base volontaire. J'ai expliqué à la radio et à la télévision les avantages de la capitalisation, mais néanmoins laissé aux gens le choix, un peu comme si nous avions réalisé un référendum. Résultat: 95% des travailleurs chiliens ont décidé de changer de système.

### **Qu'en est-il de ceux déjà sur le marché du travail?**

Nous avons reconnu les contributions passées des gens déjà sur le marché du travail en leur donnant des «obligations de reconnaissance», à savoir des obligations du Trésor que le gouvernement paie lorsque la personne atteint l'âge de la retraite. Ainsi, une personne de 45

ans qui passe dans le nouveau système ne perd pas ses contributions, mais disposera en plus de son capital accumulé jusqu'à l'âge de la retraite.

### **Et la troisième règle?**

Tous les nouveaux entrants sur le marché du travail ont intégré le nouveau système privé, ainsi nous savions que lorsque la dernière personne qui n'aimait pas le système, ou était génétiquement communiste et refusait d'accumuler du capital, atteindrait l'âge de la retraite, nous pourrions renoncer à l'ancien système étatique. Nous nous retrouvons ainsi avec un seul système national de comptes de retraite privés, avec un rôle subsidiaire pour l'Etat.

### **Comment financer au mieux la transition?**

C'est un problème financier et économique complexe sur lequel j'ai écrit extensivement et la Banque mondiale a également étudié à fond cette question. Pour rester bref, nous avons été capables de transformer le système avec succès, sans la moindre crise, avec un assortiment de mécanismes financiers bien conçus.

PB

2004